

L'interview de la semaine Paraît chaque samedi

Evgeny Morozov, essayiste et chercheur

«Une poignée de sociétés de la Silicon Valley a le pouvoir de nous imposer une façon de vivre»

Propos recueillis par
Anouch Seydtaghia

Et si Internet n'était pas la solution à tout ? Et si les multinationales nées dans la Silicon Valley entravaient nos libertés en nous donnant l'illusion de résoudre tous nos problèmes ? Ces thèses dérangeantes, Evgeny Morozov les développe avec de plus en plus de succès. Chercheur, essayiste et auteur du livre *Pour tout résoudre, cliquez ici*, qui vient d'être traduit en français, cet homme de 30 ans passe sa vie entre les Etats-Unis et la Biélorussie. C'est là que nous l'avons joint, via Skype, pour évoquer ses théories.

Le Temps: Vous êtes très critique par rapport à la puissance de Google, Facebook ou encore Uber. Mais en même temps, leurs services facilitent grandement nos vies...

Evgeny Morozov: Je ne conteste pas cela. Ce qui pose problème, c'est l'acceptation des modèles économiques et sociétaux que nous imposent ces entreprises, et qui pourraient, à terme, nous coûter bien plus que les bénéfices qu'elles nous rapportent à court terme. Il y a d'autres façons de bénéficier de la technologie, d'autres façons de nous organiser, d'autres façons de consommer de l'énergie, de consommer des informations, de nous déplacer ou de gérer notre santé. Il est dangereux d'accepter ce que nous propose la Silicon Valley comme s'il n'y avait pas d'alternatives, car il y en a. Cela dépasse la technologie, cela concerne la façon dont nous voulons vivre, dont nous voulons organiser notre société. Il faut réfléchir à la part d'individualisme que nous voulons.



autorités s'impliquent de moins en moins dans la résolution de problèmes, laissant des sociétés high-tech s'en charger?

— Oui, ce risque existe. Dans la santé, un domaine dans lequel Google s'implique de plus en plus, par exemple. Avec ses solutions individualisées, l'on peut craindre de glisser de plus en plus d'un système d'assurance générale avec un partage des risques pour toute la communauté à des solutions individuelles où chacun devra supporter totalement ses propres risques. Avec leur technologie d'apparence si séduisante, les sociétés de la Silicon Valley entrent dans des domaines tels que la prévention du crime, la détection de fraudes fiscales... Ces sociétés, avec des systèmes de contrôle en temps réel, pourraient aussi décider qui peut séjourner dans quel pays. Cela risque d'aboutir à une société où l'Etat, qui ne peut tolérer le moindre risque et dont les moyens financiers diminuent sans cesse, se base de plus en plus sur des sociétés technologiques pour le maîtriser.

— Prenons le service Google Flu Trends, qui permet de détecter les débuts d'épidémies de grippe. Ne pourrait-on pas imaginer que les autorités se servent de ces données pour anticiper leurs politiques?

— Oui mais le danger est que l'Etat devienne beaucoup trop dépendant de sociétés privées pour déceler des maladies ou des comportements criminels. Du coup, au final, la question suivante pourrait se poser: pourquoi a-t-on encore besoin de l'Etat? Ne voulons-nous pas plutôt confier

Regard critique

Difficile de classer Evgeny Morozov dans une case, tant l'homme a de facettes. L'une des voix critiques les plus écoutées face aux sociétés de la Silicon Valley est l'auteur de deux livres, *To Save Everything, Click Here* («Pour tout résoudre, cliquez ici - l'aberration du solutionnisme technologique», Editions FYP, 2013) et *The Net Delusion* («L'illusion du Net», Editions PublicAffairs, 2011).

Evgeny Morozov écrit pour plusieurs journaux et revues. Il a été chercheur invité à l'Université Stanford et étudie actuellement à Harvard. **A. S.**

que le citoyen, le consommateur ou les autorités aient de moins en moins de pouvoir. Pour Uber, il est impossible de l'utiliser de manière anonyme, tant la société a besoin d'avoir des informations sur vous. Alors qu'utiliser un bus, voire un taxi «classique» ne pose pas ce problème... En plus, ces sociétés créent une pression permanente en voulant juger et noter tant les utilisateurs que les prestataires de services. C'est une manière d'exercer un contrôle en permanence sur nous.

— Pensez-vous que les internautes partagent vos préoccupations?

— Oui, certainement, mais quelle est l'alternative? Payer, alors que la plupart des services dont nous parlons sont aujourd'hui gratuits, car financés par de la publicité? Personne n'y est prêt. Prenez

Veoegre, de consommation des informations, de nous déplacer ou de gérer notre santé. Il est dangereux d'accepter ce que nous propose la Silicon Valley comme s'il n'y avait pas d'alternatives, car il y en a. Cela dépasse la technologie, cela concerne la façon dont nous voulons vivre, dont nous voulons organiser notre société. Il faut réfléchir à la part d'individualisme que nous imposent ces firmes et voir quelles solutions nous voulons, au contraire, trouver en commun. La technologie est une façon merveilleuse de résoudre des problèmes, mais actuellement une poignée de sociétés de la Silicon Valley a le pouvoir de nous imposer une certaine façon de vivre.

— Quels modèles nous imposent ces sociétés ?

— Cela dépend bien sûr de chaque entreprise. Mais plus globalement, nous leur envoyons nos données, elles les analysent avec leurs systèmes d'intelligence artificielle et elles vont nous dire comment être plus efficace dans nos vies, comment être en meilleure santé, comment être plus heureux, comment mieux utiliser notre temps libre... Tout



Evgeny Morozov « Avec leur technologie d'apparence si séduisante, les sociétés de la Silicon Valley entrent dans des domaines tels que la prévention du crime, la détection de fraudes fiscales... » ARCHIVES

«Créer un Google public serait une erreur colossale»

➤ Evgeny Morozov plaide pour une utilisation plus ouverte des données

Le Temps: Vous évoquiez l'importance que les pouvoirs publics créent leurs propres services Internet. Est-ce vraiment réaliste ?

Evgeny Morozov: Je ne pense pas que l'Union européenne puisse créer un nouveau Google pour contrôler la multinationale, à la manière d'un Airbus contre un Boeing. A mon avis, la clé de tout, ce sont les données. Il faut réfléchir sur la façon de permettre à des milliers d'entrepreneurs de créer des nouveaux services sur la base de la masse de données générées par les géants du Web.

cela de manière individuelle. Mais prenez le problème des transports: au lieu de prévoir des solutions pour chacun — je pense à Uber —, une communauté pourra au contraire décider qu'une nouvelle ligne de bus est nécessaire pour couvrir des besoins communs et adresser cette demande aux pouvoirs politiques. Il n'y a pas forcément

besoin de faire appel à une société comme Uber pour résoudre ce problème. C'est la même chose pour l'énergie: je ne suis pas convaincu que chacun, en utilisant des capteurs chez soi, puisse arriver à un meilleur résultat que si une communauté réfléchit ensemble aux meilleurs moyens de faire des économies. Prenez aussi les 40 milliards de

valeur d'Uber, alors même que la société ne possède ni voitures, ni chauffeurs. Cette valeur, elle l'a principalement grâce aux données de ses clients. Ces données deviennent ainsi privées et ne sont pas disponibles pour les autorités publiques, ce qui pose un grand problème à mon avis.

— Du coup, craignez-vous que les choses des partis traditionnels, niches, je n'imagine pas la création d'un nouveau réseau social global, par exemple. Même si des sociétés comme Airbnb ou Uber sont récemment apparues, il devient en effet de plus en plus difficile de se faire une place. Car en parallèle, vous voyez des géants comme Google qui deviennent omniprésents dans nos vies — il n'y a qu'à observer comment la multinationale veut diffuser son système Android dans tous les objets de notre quotidien.

— Peut-être, mais dans de petites niches, je n'imagine pas la création d'un nouveau réseau social global, par exemple. Même si des sociétés comme Airbnb ou Uber sont récemment apparues, il devient en effet de plus en plus difficile de se faire une place. Car en parallèle, vous voyez des géants comme Google qui deviennent omniprésents dans nos vies — il n'y a qu'à observer comment la multinationale veut diffuser son système Android dans tous les objets de notre quotidien.

— Pensez-vous que de nouveaux acteurs privés puissent émerger et concurrencer ceux qui sont déjà établis ?

— Mais avez-vous vraiment l'espoir que les choses changent ainsi ? — Du point de vue politique, en Europe, je n'attends pas grand-

chose des partis traditionnels. Par contre, je pense que des partis de la gauche radicale, tels que Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce, pourraient donner davantage de pouvoir aux citoyens et aux internautes.

— Parlez de la neutralité d'Internet, avec ce débat qui croit des deux côtés de l'Atlantique sur la gestion des réseaux. Qu'en pensez-vous ?

— D'abord, je n'aime pas le terme de «neutralité de l'Internet», car cette neutralité est une illusion: lorsqu'une entreprise privée gère un réseau, elle le fera toujours dans ses propres intérêts. A mon avis, il faut que les autorités publiques se saisissent à nou-

— Qui mais le danger est que l'Etat devienne beaucoup trop dépendant de sociétés privées pour décoder des maladies ou des comportements criminels. Du coup, au final, la question suivante pourrait se poser: pourquoi a-t-on encore besoin de l'Etat? Ne voulons-nous pas plutôt confier toutes nos données à des firmes high-tech qui les analysent, nous connaissent par cœur, nous chahotent avec de la publicité personnalisée et prennent des décisions à notre place? Et se pose aussi la question du chiffrement de nos données. Google ne les code pas et les diffuse telles quelles pour qu'elles soient utilisables à des fins marketing, ce qui n'est pas acceptable. Il faut que nos données soient protégées et qu'elles soient aussi découplées de la publicité.

— Reprenons l'exemple d'Uber: la société a certes des pratiques agressives, mais elle se trouve un marché qui n'avait pas évolué depuis des décennies... — Absolument, et c'est aussi le cas pour Airbnb, qui apporte aussi de l'innovation dans le domaine du logement. Mais ma crainte est

veau des infrastructures, si capitales, et ne laissent pas les privés seuls sur ce terrain.

— Plus globalement, que pensent les dirigeants des sociétés de la Silicon Valley de vos thèses ?

— Je ne m'attendais pas à recevoir de leur part des cartes de Noël... Plus sérieusement, je ne pense pas que mes thèses leur plaisent. Leur principal point est de dire: «vous êtes réactionnaire, vous n'aimez pas la technologie, vous préférez utiliser une machine à écrire». Or je pense et je dis bien sûr le contraire: la technologie peut être très utile, mais il faut avoir un contrôle sur les données et l'utilisation qui en est faite. **Propos recueillis par A. S.**

— Pensez-vous que les internautes partagent vos préoccupations ?

— Oui, certainement, mais quelle est l'alternative ? Payer, alors que la plupart des services dont nous parlons sont aujourd'hui gratuits, car financés par de la publicité ? Personne n'y est prêt. Prenez le-mail, qui est devenu si important pour communiquer: pourquoi les autorités publiques ne fourniraient-elles pas ce service au lieu de laisser totalement des firmes privées le proposer contre de la publicité ? De plus, la puissance de sociétés comme Google, assises sur une telle masse de données personnelles si précieuses, pose une autre question: est-il encore possible, pour des concurrents privés cette fois, d'émerger ? Une autre société, même si elle disposait des meilleurs algorithmes de recherche au monde, aurait toutes les peines du monde à se développer.

— Que pensez-vous de la pression mise par la Commission européenne sur Google pour qu'il ouvre son moteur de recherche à des concurrents ?

— A mon avis, il faut en effet séparer les activités de recherche et les services qui sont ensuite associés. Par exemple, Google va proposer des suggestions d'activités liées à ses services en fonction de ce qui se trouve dans votre agenda personnel. Mais pourquoi est-ce que la municipalité de votre ville ne pourrait-elle pas avoir aussi accès à vos informations pour vous suggérer une pièce au théâtre de la ville, ou des concurrents commerciaux d'autres idées de sorties ? Pour en revenir à votre question, je pense qu'il faut se méfier des pressions qui s'exercent sur la Commission européenne, car ceux qui veulent casser Google en deux sont pour la plupart des sociétés privées qui ont leurs propres intérêts. Il faut donc trouver un moyen de donner davantage de pouvoir aux internautes pour que leurs données puissent interagir avec des acteurs privés, certes, mais aussi publics.